

L'emploi américain ne donne pas de visibilité à Wall Street...

- S&P 500 : 3 899 (- 0,1%) / VIX : 24,64 (- 5,5%)
- Dow Jones : 31 338 (- 0,2%) / Nasdaq : 11 635 (+ 0,1%)
- Nikkei : 26 828 (+ 1,2%) / Hang Seng : 21 087 (- 2,9%) / Asia Dow : - 0,7%
- Pétrole (WTI) : 103,87 \$ (- 0,9%)
- 10 ans US : 3,090% / €/€ : 1,0151 \$ / S&P F : - 0,7%

(À 7h15 heure de Paris, Source : Marketwatch)

Indice S&P 500



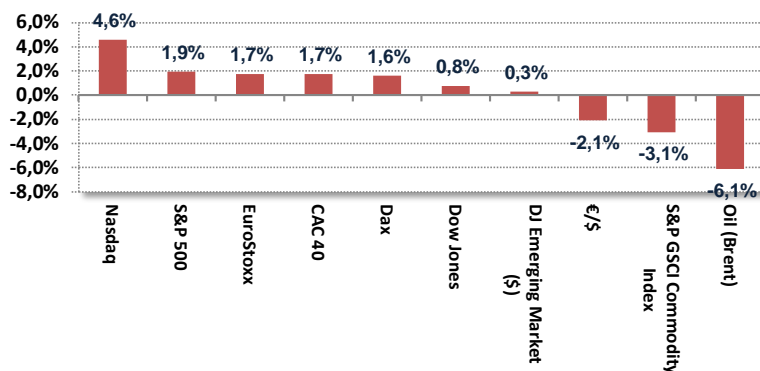
Sur 5 jours



(Source : Marketwatch)

Etats-Unis

Le rapport du *BLS* sur l'emploi aux Etats-Unis en juin n'a pas été un moteur pour les marchés actions. Les créations d'emplois restent fortes, un élément montrant une grande résilience de l'économie américaine, mais les tensions sur le marché du travail restent importantes. D'ailleurs, le président de la Fed d'Atlanta, Raphael Bostic, a confirmé qu'il considèrerait que « l'économie reste forte » et que la banque centrale américaine veut « essayer de faire baisser l'inflation tout en maintenant l'économie aussi forte que possible ». Le salaire horaire, sur un an, ralentit légèrement, mais il progresse sur un rythme trop rapide pour que la banque centrale atteigne son objectif d'inflation et trop lent pour compenser les pressions sur le pouvoir d'achat des ménages et donc éviter un ralentissement de la consommation. Conséquence ? L'indice S&P 500 a débuté la séance en baisse, proche des 3 875, pour revenir à l'équilibre, vers les 3 900 points, et ne quasiment plus bouger autour de ce seuil. D'ailleurs, l'indice clôture la journée de vendredi à 3 899 (- 3 points), en baisse de 0,08% ! Le VIX recule de 5,5% à 25. Le Dow Jones est en baisse de 0,2% à 31 338 (- 46 points) et l'indice Nasdaq est en hausse de 0,1% à 11 635 (+ 14 points). Les valeurs défensives comme celles liées à la santé ont terminé modestement dans le vert (+ 0,3%), comme la firme d'assurance santé UnitedHealth (+ 0,8%) ou celle du fabricant de vaccins contre le Covid-19 Moderna (+ 2,2%). Le secteur des matériaux a reculé le plus (- 1%), suivi de l'immobilier (-0,6%). Tous les regards vont se porter, désormais, sur l'estimation des prix à la consommation par le *BLS* qui seront publiés ce mercredi. Cette statistique sera déterminante dans le choix de la banque centrale, à la fin du mois, sur une hausse de 50 pb ou de 75 pb de ses taux directeurs. Les investisseurs resteront aussi prudents, dans l'attente du début de la saison des *earnings* qui commencera ce jeudi avec les résultats des valeurs bancaires. Sur la semaine, Le Dow Jones a gagné 0,8%, le S&P 500 a pris 1,9% et le Nasdaq a bondi de 4,6%.



(*) Weekly performance

Levi Strauss & Co (+ 1,0%) a publié des résultats trimestriels supérieurs aux attentes, tirés par une hausse des prix et une solide demande pour ses jeans et vestes. Au deuxième trimestre, clos fin mai, le bénéfice net a chuté de 23% à 49,7 millions \$, soit 12 cents par action. Corrigé des éléments exceptionnels, le bénéfice par action est ressorti à 29 cents, dépassant le consensus s'élevant à 23 cents. Les revenus ont progressé de 15% à 1,47 Mds \$ contre des attentes à 1,43 Mds \$.

Le constructeur automobile Tesla (+ 2,5%) a vendu en juin 78 906 véhicules produits en Chine, un niveau sans précédent sur un mois selon la China Passenger Car Association (CPCA), la fédération du secteur. Berkshire Hathaway (+ 0,6%) a annoncé avoir acheté 12 millions d'actions supplémentaires d'Occidental Petroleum (- 1,3%) cette semaine, portant sa participation à 18,7% du capital du groupe pétrolier. Gamstop (- 4,9%) a limogé son directeur financier Michael Recupero. Spirit Airlines a décidé de reporter le vote des actionnaires sur la cession du groupe à Frontier Group Holdings pour 2,4 Mds \$ afin de poursuivre les négociations avec JetBlue Airways.

Elon Musk a annoncé, vendredi, qu'il mettait fin à l'accord de rachat de Twitter pour 44 Mds \$ et accusé le réseau social d'avoir violé ses obligations contractuelles en fournissant notamment des données erronées ou incomplètes sur le nombre de faux comptes. Le titre Twitter, qui avait perdu 4,9% en séance après un article du *Washington Post* indiquant que le projet de rachat était menacé, perdait 7% dans les transactions après-Bourse. Le président du conseil d'administration de Twitter, Bret Taylor, a déclaré que le conseil prévoyait d'intenter une action en justice afin de faire respecter l'accord. Selon les termes de l'accord, le milliardaire devra payer une indemnité de rupture d'un milliard de dollars s'il ne conclut pas la transaction. Cette décision risque de déboucher sur un long bras de fer juridique entre Elon Musk et Twitter.

STMicroelectronics et Global Foundries vont annoncer, aujourd'hui, la création d'une usine de semi-conducteurs en France pour un investissement proche de 4 Mds \$ selon le Figaro. Ce projet, qui devrait être annoncé dans le cadre du sommet « Choose France » à Versailles, s'inscrit dans la droite ligne de l'initiative de la Commission européenne de renforcer la souveraineté de l'Europe dans la fabrication des puces. L'exécutif européen est prêt à consacrer 50 Mds € d'ici à 2030 afin de porter à 20% la part de l'Europe dans la fabrication mondiale de puces.

Asie

Les marchés asiatiques évoluent en ordre dispersé, ce matin, réagissant essentiellement à des informations domestiques. La Bourse de Tokyo a ouvert en nette hausse, appréciant la large victoire de la coalition au pouvoir au Japon lors d'élections partielles au Sénat dimanche, de quoi renforcer la stabilité du gouvernement du Premier ministre Fumio Kishida. Les Japonais ont, sans surprise, plébiscité la coalition au pouvoir dimanche lors des élections sénatoriales, selon des résultats partiels, un scrutin qui a été éclipsé par l'assassinat vendredi de l'ancien Premier ministre Shinzo Abe au cours d'un meeting électoral. Le Parti libéral-démocrate (PLD, droite nationaliste) auquel appartenait M. Abe, et son allié le Komeito, ont remporté ensemble jusqu'à 83 sièges sur les 125 qui étaient à pourvoir dimanche (le Sénat compte au total 248 sièges, renouvelés par moitié tous les trois ans). Ils disposeraient d'une majorité de 146 sièges sur 248. Le Premier ministre Fumio Kishida devrait gouverner sans interruption jusqu'à des élections prévues en 2025. L'indice Nikkei est en hausse de 1,2%. Sur le marché des devises, le dollar montait à 137,05 yens, contre 136,10 yens vendredi. Le gouverneur de la Banque du Japon, Haruhiko Kuroda, a déclaré que la banque centrale surveillait de près l'impact que les mouvements des devises pourraient avoir sur l'économie, mettant en garde contre une « très grande incertitude » sur les perspectives en raison de la hausse des prix des matières premières. « Nous n'hésiterons pas à prendre des mesures supplémentaires d'assouplissement monétaire si nécessaire » en tenant compte des risques, a déclaré Kuroda dans un discours prononcé lors d'une réunion trimestrielle des directeurs de succursales de la banque centrale. M. Kuroda a également répété les orientations de la *BoJ* selon lesquelles la banque s'attend à ce que les objectifs de taux d'intérêt à court et à long terme « évoluent aux niveaux actuels ou inférieurs ».

Au niveau des marchés chinois, naturellement, les mesures de fermeture des casinos à Macao, en raison des mesures sanitaires, pèsent lourdement sur leur valorisation boursière. Sands China chute de 6,9%, Wynn Macau de 5,9% ou SJM Holding de 5,5%. Ces valeurs perdent entre 25 et 60% sur un an. Plus globalement, les incertitudes autour de l'évolution de l'épidémie en Chine pénalisent lourdement des indices boursiers chinois. Les valeurs technologiques sont aussi lourdement sanctionnées à Hong Kong. Pékin a infligé une amende à certaines des plus grandes sociétés Internet du pays pour ne pas avoir fait de déclarations antitrust appropriées sur les accords précédents. Alibaba (- 6,0%), Tencent (- 3,0%) et Ping An Healthcare & Technology (- 3,8%) sont nommés dans les derniers avis de sanction. Le régulateur a déclaré qu'il publierait progressivement davantage d'amendes. L'indice Hang Seng qui perd ce matin 2,9%. Shanghai est aussi en recul, de 1,3%.

Change €/€



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (US)



(Source : Marketwatch)

Changes et Taux

L'euro a arrêté sa chute, vendredi, après être passé brièvement sous 1,01 \$, mais les commentaires de marché anticipent toujours un retour de la monnaie européenne sous la parité dans les prochaines semaines. L'euro était en hausse, vendredi soir, de 0,1%, à 1,0171 \$. Plus tôt, il était descendu jusqu'à 1,0072 \$, pour la première fois depuis fin 2002. Le dollar s'est replié après la publication de chiffres de créations d'emplois meilleurs que prévus en juin aux Etats-Unis. Seule la publication d'un indice des prix CPI américains très inférieur aux attentes, mercredi, ou l'annonce de mesures de relance de la Chine qui pourrait aider l'Allemagne (le déficit de la balance commerciale à lourdement peser sur la perception de l'économie européenne par les cambistes), paraissent de nature à changer la dynamique. La devise européenne continue aussi de souffrir de la crise énergétique qui frappe la zone euro, fragilisée par sa dépendance aux approvisionnements en gaz russe. Enfin, l'euro a aussi été pénalisé par le rebond

Taux 10 ans (Allemagne)



(Source : Marketwatch)

des taux obligataires américains. Le *spread* entre les taux américains et allemands à dix ans est au plus haut depuis trois semaines. Mais, au diapason de l'euro, plusieurs devises européennes sont délaissées comme la couronne suédoise a ainsi reculé à son plus bas niveau depuis plus de 20 ans face au dollar. Au lendemain du relèvement d'un demi-point du taux directeur de la banque centrale de Pologne (*NBP*), alors que les économistes attendaient 0,75 pb, le zloty est tombé à 4,7650 pour un dollar, du jamais-vu.

Sur le marché obligataire, les taux longs américains sont légèrement montés sur la publication des chiffres du BLS, de 2,98% à 3,1%, repassant au-dessus du seuil psychologique des 3%. Au total, sur la séance, les Treasuries à dix ans gagnent 4 pb et surtout se stabilisent au-dessus des 3% à 3,091%. Le Bund allemand à dix ans a fini en hausse de plus de 5 pb à 1,342%. Les taux italiens progressent de 2 pb, à 3,272%, tout comme les taux espagnols à 2,40% (+ 4 pb). Les *Gilts* britanniques gagnent aussi 4 pb à 2,37%.

Pétrole (WTI)



(Source : Marketwatch)

Pétrole

Les cours du pétrole ont poursuivi leur remontée, vendredi, soutenus par l'annonce de créations d'emplois solides aux Etats-Unis, qui ont rassuré le marché sur la santé de la demande. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, clôture en hausse de 2,3% à 107,02 \$. Le WTI, échéance en août, a lui progressé de 2,0%, à 104,79 \$. Le rapport hebdomadaire de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a confirmé jeudi une baisse des stocks d'essence et d'une augmentation de la demande aux Etats-Unis. Face à une demande qui ne montre pas de signe de fléchissement, alimenté par un marché du travail solide, l'offre demeure contrainte. Les opérateurs continuent de s'interroger sur le sort de l'oléoduc CPC, qui achemine l'essentiel du brut kazakh vers le port russe de Novorossiisk. Le consortium a été condamné mardi à suspendre ses activités pour 30 jours par un tribunal russe, qui a invoqué une violation de normes environnementales. Les opérateurs de l'oléoduc ont interjeté appel, faisant notamment valoir qu'un arrêt prolongé aurait des conséquences irréversibles sur les installations, une disposition prévue par la loi russe et qui permet de suspendre l'exécution. Autre mauvaise nouvelle pour l'offre, deux rapports ont confirmé que les membres de l'OPEP+ étaient toujours très en deçà de leurs objectifs de production. Bien qu'ayant sensiblement accéléré en juin, les pays du groupe OPEP+ ont encore accusé un retard de 2,5 millions de barils par jour, selon l'agence spécialisée Argus, ou de 2,7 millions selon *S&P Global Commodity Insights*. La courbe des prix du brut connaît encore un phénomène de *backwardation* très marqué. Cela signifie que les prix au comptant ou pour les échéances les plus proches sont très nettement supérieurs à ceux des contrats pour livraison plus lointaine. Cela témoigne d'une forte demande immédiate de pétrole, alors que le marché anticipe sur un fort ralentissement d'ici plusieurs mois, ou d'un risque de récession de l'économie.



en collaboration avec

Ce document est un extrait du *Morning Economique* d'Aurel BGC/Altair Economics et peut être considéré comme un avantage non-monnaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers.

Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2022, Tous droits réservés.